

LA GUERRE FROIDE DANS LES GRANDS-LACS D'AFRIQUE Et son influence sur la survenue du génocide au Rwanda de 1994¹

Dans la deuxième partie du livre, je présente la problématique de la « guerre froide » des Grands-Lacs d'Afrique. Il s'agit ici d'un problème historique qui est resté sous silence. Or, le génocide au Rwanda de 1994 aura été « un arbre qui cachait la forêt ». J'invite le lecteur à se faire lui-même sa propre opinion sur le sujet :

L'indépendance : rappel du contexte

Pour situer les événements dans leur contexte, revenons brièvement sur l'implication de l'administration coloniale belge dans les changements politiques des années 60 au Rwanda :

Selon Willame J.-C., le Colonel Logiest qui venait d'être désigné « comme Résident civil spécial du Rwanda (...) ne cacha pas son hostilité à l'égard de l'UNAR, de ses dirigeants et du système monarchique en vigueur : entre mars et mai 1960, le Conseil spécial qu'il présidait décida la suppression des rites royaux (*Abiru*) et du tambour *Kalinga* , tandis que les privilèges de pâturages des Tutsi sur les jachères agricoles de leurs clients « hutu » étaient suspendus. Les « réfugiés » tutsi restèrent exilés en leur pays (...). Les dirigeants du Parmehutu, qui « étaient les seuls à accepter la politique de la puissance tutélaire » et qui eurent donc toutes les faveurs de l'administration par rapport à une UNAR « indépendantiste » et de plus en plus anti-coloniale, remportèrent une victoire décisive aux élections communales de juin-juillet 1960. Le 25 juillet, le *Mwami* quitta définitivement le Rwanda pour la capitale congolaise ; avec lui disparaissait une institution qui avait toujours été considérée comme le ciment d'un territoire difficile à administrer » ².

Comment se fait-il que la Belgique ait choisi de changer d'alliance, dès la fin des années 50, pour soutenir les Hutu contre la monarchie des Tutsi au Rwanda ? Bien entendu, les Hutu se félicitaient de cette victoire mais, des questions subsistent : comment une masse populaire de paysans sans instruction aurait-elle réussi à prendre conscience de la « démocratie » en si peu de temps et à renverser une monarchie millénaire en moins d'un an ?

Les raisons objectives de la défaite du parti royaliste UNAR et la chute du roi se trouveraient ailleurs : dès sa création, le parti royaliste UNAR afficha des idées indépendantistes à l'encontre de l'administration coloniale belge. Par la suite, le même parti aurait multiplié des contacts avec d'autres mouvements indépendantistes de la région, en particulier le parti politique de P. Lumumba au Congo Kinshasa. Enfin, l'UNAR prônait, si nécessaire, l'utilisation de la force - la guerre d'indépendance - pour « libérer » le Rwanda du colonialisme. F. Rukeba que nous avons déjà présenté, « héritier » de la politique de « résistance » au colonialisme du roi défunt Musinga [mort en exil au Congo-Kinshasa au début des années 40], devint le chef de file de l'opposition à l'occupation coloniale. Toutes ces raisons auront été aggravées par l'étiquette qui avait été donnée aux mouvements indépendantistes en Afrique, et en particulier dans la région des Grands-Lacs africains : ces mouvements politiques indépendantistes étaient catalogués comme étant « communistes », - à l'instar du mouvement politique de P. Lumumba.

En un mot, la « jacquerie » de 1959 ne fut pas nécessairement l'œuvre autonome des leaders Hutu et la « majorité » des paysans Hutu ! L'ingérence immédiate de « la puissance tutélaire » fut décisive dans la réussite de la fameuse « révolution des Bahutu » de 1959. En effet, comme le témoigne l'observation de J.-C. Willame citée ci-dessus, c'est le Colonel Logiest - qui est devenu par la suite « Résident spécial » de la Belgique -, qui dirigeait indirectement le pays !

Comme nous allons le constater dans les paragraphes qui suivent, toute la décennie de 1960 - 1970 au Rwanda fut marquée par une « guerre froide » régionale qui expliquerait, du moins en partie, l'intérêt de l'alliance des Occidentaux avec les Hutu au pouvoir.

1. Les attaques extérieures

Jouissant « des acquis de la révolution » de 1959 d'une part, puis du soutien de l'Occident d'autre part, les Hutu nouvellement installés au pouvoir ont créé des conditions qui allaient favoriser un sentiment d'inégalités au sein de la population. Aussi, malgré la campagne menée contre la monarchie, tous les rwandais n'étaient pas opposés au retour du roi. Ce climat de nouvelles tensions internes fragilisait en même temps le pouvoir :

« Le nouveau système présidentiel n'est pas sans rappeler (...) celui de l'ancienne monarchie « revisitée ». Grégoire Kayibanda va désormais incarner « l'idéal de la solidarité hutu de la même manière que le *Mwami* symbolisait naguère l'idéal de la suprématie tutsi ». Comme le Mwami, le président de la République est l'objet d'une vénération de la part de son « peuple hutu », vénération semblable à celle que l'on voue à un monarque » (...). Mais le nouveau monarchisme va au-delà de cette symbolique. A l'instar du « temps féodal », le système Kayibanda renoue, tout naturellement pourrait-on dire, tant avec la réification du statut inviolable, irresponsable et inaccessible des Mwami qu'avec une stratégie de type clientéliste indispensable pour contenter et le noyau dur des « pionniers » de la révolution et les leaders disposant d'un fort enracinement local, notamment ceux de la région septentrionale (...) » ³.

C'est dans ce contexte de tensions politiques internes que les royalistes en exil lancèrent les premières attaques militaires pour essayer de s'emparer du pouvoir. La conséquence directe aura été que ces mêmes attaques menées à partir des pays du Rwanda servirent d'arguments aux Hutu au pouvoir pour consolider des inégalités sociales et légitimer les violences dirigées contre les populations civiles.

« Ces envahisseurs, on les appelle les *inyenzi*, c'est-à-dire les cafards. La propagande hutu en fait des ennemis redoutables parce qu'ils n'attaquent, dit-on, que la nuit et qu'ils sont aidés par leurs congénères qui sont restés à l'intérieur après les massacres de 1959 » ⁴.

Selon J.-C. Willame, « il exista sans doute des connivences quadrangulaires entre certains milieux politiques burundais, la tendance radicale de l'UNAR extérieure, l'ambassade de Chine populaire à Bujumbura et des éléments de l'Armée populaire de libération du Kivu dirigée à l'époque par le Zaïrois Gaston Soumialot. Il est même probable, selon F. Reyntjens, que des mutins de l'armée congolaise qui avaient rejoint la rébellion muléliste du Kivu aient encadré les *inyenzi* lors de l'attaque du Bugesera » ⁵. D'après J.-C. Willame, F. Reyntjens « estime toutefois que ce type de relations ne prêta guère à conséquence ; elles ne reposaient d'aucune façon sur un socle idéologique et politique sérieux et n'étaient que la traduction d'un opportunisme petit bourgeois (...) » ⁶.

Néanmoins, sur ce point précis de la collaboration entre « la tendance radicale de l'UNAR extérieure » et « des éléments de l'Armée populaire de libération du Kivu » au Congo Kinshasa, notre point de vue diffère un peu de celui de J.-C. Willame : celui-ci semble négliger l'influence de cette « collaboration » régionale entre différents mouvements indépendantistes des années 60. Deux événements auront marqué cette période et inquiété les autorités rwandaises et l'Occident :

D'une part, c'est au milieu des années 60 que Che Guevara séjourna au Congo Kinshasa pour aider la rébellion à s'organiser. Selon certaines sources, quelques dirigeants de l'UNAR extérieure auraient participé à des rencontres avec le « mythe vivant » de la guérilla à l'époque. Plus concrètement, le rapprochement entre la rébellion du Congo Kinshasa et celle des Rwandais exilés aura une conséquence directe : le pouvoir des Hutu au Rwanda brandissait « l'épouvantail de nouvelles invasions extérieures bien armées et bien préparées qui ne se matérialiseront jamais » ⁷.

D'autre part, c'est en 1967 que le Mwalimu J. Nyerere, président de la Tanzanie à l'époque, prononça le discours fondateur de l'« Ujamaa » ou « Socialisme africain ». Ce fut un autre tournant décisif dans la « guerre froide » de la région des Grands-Lacs d'Afrique :

La présence de Che Guevara au Congo Kinshasa avait entraîné une conséquence contraire au résultat escompté : les puissances occidentales avaient soutenu sans réserve le pouvoir du gouvernement officiel à Kinshasa et l'avaient aidé à écraser toutes les rébellions à l'est du pays. Ainsi, la majorité des troupes rebelles s'étaient réfugiés en Tanzanie et dans les pays de l'Afrique australe où se poursuivaient encore les guerres d'indépendance. Pour toutes ces raisons, les inquiétudes du Rwanda concernaient aussi la sécurité à la frontière tanzanienne. Certes, le danger venant du Burundi était toujours prévisible mais, la pression exercée par l'Occident sur ce pays avait dissuadé les Tutsi au pouvoir à Bujumbura malgré leur sympathie envers la monarchie rwandaise en exil.

Le « Socialisme africain » de J. Nyerere constituait ainsi une alternative aux idées révolutionnaires radicales de Che Guevara. Nous sommes en droit de souligner que tous ces guérilleros africains se reconnaissaient plus dans la doctrine du Mwalimu, un « africain » comme eux, et moins dans celle du « Che » qui était perçu comme un « Européen » de par ses origines latino-américaines.

D'après différents témoignages que j'ai obtenus auprès de certains Rwandais qui ont connu le régime de G. Kayibanda, celui-ci se serait rapproché du Mwalimu J. Nyerere dans l'intérêt d'isoler définitivement les combattants de l'UNAR qui s'étaient installés en Tanzanie après les différentes défaites aux côtés des rebelles congolais dans la région du Kivu. Or, suite à son idéologie « communiste-socialiste » et son aide aux mouvements indépendantistes, à cette époque, la Tanzanie vivait dans l'isolement politique et économique - comme nous l'avons déjà vu au début de cette deuxième partie de notre recherche.

Pour cela, se rapprocher de la Tanzanie - même pour des raisons stratégiques - n'était pas une bonne initiative pour le Rwanda. Cependant, l'effet fut immédiat sur le terrain : dès la fin des années 60, les attaques extérieures contre le Rwanda cessèrent. Néanmoins, le président G. Kayibanda allait sans doute commettre une nouvelle erreur politique sur le plan régional, à savoir son appréciation sur la politique intérieure au Burundi. Nous allons développer ce point dans la partie qui suit.

2. Le coup d'État de 1973

« A mesure qu'approche l'échéance des élections présidentielles de 1973, les aigreur vont opposer les « gens du Nord » aux « gens du Centre et du Sud ». Les premiers, surtout présents dans l'armée, ont le sentiment d'être minorisés au profit d'une mince élite qui est, dit-on, entièrement dominée par des originaires de la préfecture de Gitarama, c'est-à-dire de la région du président. Celui-ci apparaît de plus en plus isolé sur la scène politique et coupé des réalités du pays. En principe, son mandat présidentiel vient à expiration puisqu'il n'est plus rééligible après trois mandats successifs »⁸.

Certes, les travers du régime des Hutu décrits ci-dessus avaient fragilisé le président G. Kayibanda. Cependant, c'est surtout le contexte régional qui aura précipité sa chute comme le souligne J.-C. Willame :

« (...) Le contexte régional est propice à une nouvelle explosion ethnique : on rappellera ici qu'un génocide a décapité l'élite politique hutu et a fait plus de 100.000 morts dans le Burundi voisin en 1972, ce qui va renforcer le sentiment sécuritaire anti-tutsi au Rwanda. C'est donc dans un climat de fortes incertitudes politiques, tant intérieures qu'extérieures, qu'une nouvelle « chasse aux Tutsi » (...) se déclenche en mars 1973 »⁹.

Lorsque se produit le massacre des Hutu au Burundi en 1972, plusieurs centaines de milliers de Burundais se réfugièrent au Rwanda et en Tanzanie. Pour G. Kayibanda, c'était une occasion d'intervenir au Burundi - directement ou indirectement en aidant les combattants Hutu - pour régler définitivement le problème d'insécurité aux frontières du Rwanda. En même temps, cette « campagne guerrière » aurait pu servir à *redorer le blason* du régime des Hutu rongé par des tensions internes et inquiet de son avenir suite au problème des réfugiés tutsi.

C'est dans ce contexte d'incertitude quant à la politique interne et externe que les Bakiga, le Général J. Habyarimana et le Colonel A. Kanyarengwe prirent le pouvoir avec la bénédiction de l'Occident !

Tous ces bouleversements démontrent que l'histoire du Rwanda, dès la fin des années 50, a toujours été influencée par le contexte régional, en particulier les enjeux internationaux relatifs à la « guerre froide » que se livraient les grandes puissances de ce monde par l'intermédiaire des leaders politiques locaux.

3. Les années 80 et le contexte régional

Sur le plan politique, après la prise du pouvoir par J. Habyarimana en 1973, des massacres furent commis contre d'anciens collaborateurs de G. Kayibanda : arrêtés et emprisonnés sans jugement, plusieurs hauts dirigeants du régime de G. Kayibanda ont été tués sans que leurs familles respectives en soient informées. Ces crimes aggraveront les divisions régionales qui existaient déjà depuis l'indépendance du Rwanda.

Sur le plan sécuritaire, le Rwanda fut à nouveau stabilisé dans les campagnes et aux frontières avec les pays voisins. Le nouveau président s'employa à défendre une politique d'« Unité, Paix et Développement » : c'était la devise du parti unique qu'il créa en 1975, le « Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement ». Pour dépasser les divisions « ethniques » qui avaient été ravivées par les attaques de certains Tutsi réfugiés dans les pays limitrophes, J. Habyarimana privilégia la « politique de bon voisinage » avec les pays de la sous-région. Il parvint ainsi à mettre fin aux tensions diplomatiques avec le Burundi.

« Guerre froide » oblige !

Très courtisé par l'Occident, certains pays n'hésiteront pas à signer des « Accords de Coopération Militaire » avec le Rwanda. De par ce volontarisme diplomatique, J. Habyarimana se démarquait de la politique étrangère de son prédécesseur G. Kayibanda : celui-ci aurait refusé, au début des années 70, de céder un terrain [à l'est du Rwanda, dans la commune de Rusumo] pour que l'Occident y construise une base militaire afin de surveiller la Tanzanie « communiste » en face ! Et cela lui a coûté très cher !

Cependant, « la politique de bon voisinage » avec les pays limitrophes ne réglait pas le problème des milliers de réfugiés qui étaient éparpillés dans toute la région des Grands-Lacs. De plus, J. Habyarimana ne changea rien en ce qui concerne les rivalités entre différentes régions du pays : désormais, le Nord était autorisé à prendre sa revanche sur le Sud ! Ceci entraîna la mise en place d'une « politique d'équilibre régionale » dont le but était de « favoriser » le Nord afin que cette région puisse « rattraper » son retard concernant l'enseignement secondaire et le développement économique. D'où la naissance d'une nouvelle élite de « clients » originaires du Nord, au mépris d'autres régions du pays :

« Pris dans ses propres contradictions, le régime du président Habyarimana sombra peu à peu dans les mêmes travers que ceux de son prédécesseur : népotisme, régionalisme, corruption (...) »¹⁰. A la fin des années 70, le pays était à nouveau divisé : non plus entre Hutu d'un côté et Tutsi de l'autre, mais plutôt entre « gens du Nord » d'une part et le reste du pays d'autre part. Bien entendu, ce sont les « gens du Sud » qui se sentaient le plus lésés car, ils avaient déjà exercé le pouvoir ! Quant à d'autres régions, les deux règnes des Hutu G. Kayibanda et J. Habyarimana ne différaient en rien à l'ancienne domination monarchique des Tutsi ! C'était même devenu pire pour certaines régions du pays, l'est du Rwanda par exemple.

Au sommet du pouvoir, les Bakiga eux aussi, ont fini par se déchirer entre eux : au début des années 80, un coup d'État contre le pouvoir de J. Habyarimana fut déjoué ! Les commanditaires présumés furent arrêtés, sauf un : le Colonel A. Kanyarengwe avait réussi à s'enfuir. Mais où ? En Tanzanie... ! Bien entendu ! (...) » [pp. 84 – 90].

« Chapitre IV. CONTROVERSE SUR L'ATTENTAT DU 06 AVRIL 1994

Nous abordons maintenant un sujet qui suscite, voire même qui déchaîne les passions depuis le 06 avril 1994. En même temps, beaucoup d'observateurs considèrent l'attentat qui a coûté la vie au feu président J. Habyarimana du Rwanda, au feu président C. Ntaryamira du Burundi et à certains hauts dignitaires du régime

rwandais de l'époque comme étant « l'élément déclencheur » du génocide au Rwanda en 1994.

4. L'attentat du 06 avril 1994

Dans mes dernières publications déjà citées¹¹, j'ai présenté l'extrait d'un entretien qui m'avait été accordé par un « partisan » de l'ancien régime de J. Habyarimana concernant l'attentat du 06 avril 1994 dans lequel ce dernier est mort. Voici à présent, le point de vue d'un partisan de « première heure » du Front Patriotique Rwandais sur le même attentat qui est considéré par beaucoup d'observateurs comme étant « l'élément déclencheur » du génocide au Rwanda en 1994.

Mon interlocuteur me parlait depuis plus d'une demi-heure de son histoire personnelle. Au bout d'un moment, il bondit sur l'actualité pour essayer, me semble-t-il, de tester la « neutralité » scientifique de mes recherches sur les événements historiques à l'origine du génocide au Rwanda. Au moment de notre rencontre, une enquête judiciaire était à la « Une » en France au sujet de l'attentat du 06 avril 1994 à Kigali. Voici l'extrait de l'échange que j'ai eu avec mon interlocuteur :

- *Mon interlocuteur* : Que pensez-vous de l'actualité sur cet attentat ?

J'ai répondu : Je n'en sais rien. Toutes les pistes sont à exploiter pour connaître la vérité. Puis, je ne vivais pas au Rwanda à l'époque du génocide ; je n'ai donc pas de point de vue sur le sujet.

- *Mon interlocuteur* : Mais, c'est une polémique inutile ! On connaît les coupables ; ce sont les extrémistes Hutu. Pourquoi continuer à faire des débats interminables ?

J'ai répondu : C'est possible.

- *Mon interlocuteur* : Vous dites que « c'est possible » ? Vous doutez ? Pensez-vous que ce serait quelqu'un d'autre le coupable ?

J'ai répondu : Les coupables ? Ce seraient peut-être les Hutu, ou bien quelqu'un d'autre ! Pour moi, tout est possible.

- *Mon interlocuteur* : Ah !...Oui ! Vous venez de dire que vous n'étiez pas au Rwanda à l'époque du génocide. Je vous assure, Kinani [le feu président J. Habyarimana] avait changé : il avait signé les Accords de Paix et avait accepté de partager le pouvoir avec le FPR et l'opposition. Ce sont donc les extrémistes de son entourage qui l'ont assassiné pour s'emparer du pouvoir et exécuter le génocide. C'est clair. Il n'y a pas de doute pour tous ceux qui vivaient au Rwanda à l'époque des faits.

J'ai répondu : Ah ! Bon ! Si je vous comprends bien, le feu président J. Habyarimana est un martyr ; le Tout-puissant Colonel E. Sagatwa est un martyr car il était avec le président dans le même avion ; le chef d'État Major de l'armée régulière, le Général D. Nsabimana est aussi un martyr car il était dans le même avion ; ainsi que tous les membres d'équipage et tous ceux qui accompagnaient le président. Puis, le premier Ministre, Mme A. Uwiringiyimana et tous les ministres qui ont été assassinés dès le 07 avril 1994, dont Monsieur B. Nkurinzira, ministre des Affaires Étrangères, sont aussi des martyrs de la paix comme le président. Il ne reste qu'à demander au Pape de les canoniser !

- *Mon interlocuteur* : Ah ! Non ! Le feu président J. Habyarimana et les membres de son entourage qui étaient dans l'avion, ce ne sont pas des martyrs ! Ce sont des planificateurs du génocide ! Quant à Mme A. Uwiringiyimana et les ministres de l'opposition, c'est vrai. Eux ce sont des martyrs de la paix.

J'ai répondu : Mais, c'est vous qui venez de me dire que le président J. Habyarimana aurait été victime du complot des extrémistes Hutu qui n'auraient pas accepté le partage du pouvoir avec l'opposition et le FPR. De mon point de vue, tous ceux qui étaient dans l'avion abattu le 06 avril 1994 ne pouvaient pas être au courant de ce « complot » dont vous me parlez car, à moins d'être suicidaires, je ne comprends pas comment ils auraient pu monter dans le même avion !

J'ai poursuivi mon raisonnement en m'adressant à mon interlocuteur : Vous vous rendez compte de ce que vous m'annoncez ? Au cas où le feu président J. Habyarimana n'aurait pas planifié le génocide ; au cas où tous ceux qui étaient avec lui dans l'avion le 06 avril 1994 n'auraient pas préparé le génocide - selon vos affirmations tous auraient été victimes du complot de certains Hutu extrémistes ; et étant donné que le premier ministre et plusieurs ministres de l'opposition ont été - eux aussi - victimes du génocide dès le 07 avril 1994 ; au cas où tout cela se confirmerait, en quoi le génocide de 1994 engagerait-il la responsabilité du régime des Hutu de l'époque ? Car les principaux responsables de ce régime auraient été, eux aussi, victimes des mêmes criminels génocidaires !

J'ai ajouté : Vous vous rendez compte des conséquences d'une telle hypothèse, si jamais elle était confirmée ?

- *Mon interlocuteur m'a regardé, étonné, et a pris la parole* : Que faudrait-il dire alors, selon vous ?

J'ai répondu : Je n'en sais rien ! Cherchez encore et essayez de trouver des arguments inattaquables sur le plan logique !

L'échange que je viens de présenter ci-dessus résumerait l'essentiel de la controverse sur l'attentat du 06 avril 1994 qui a coûté la vie au feu président J. Habyarimana et à ceux qui étaient avec lui dans l'avion. Jusqu'à ce jour, les questions que j'ai posées à mon interlocuteur dans l'échange précédent demeurent. Comme le débat se poursuit dans les médias et sur le plan judiciaire, je laisse à mes futurs lecteurs et lectrices le soin de se faire une opinion objective en tenant compte des éléments de preuves présentés par chaque partie : le camp des Hutu qui étaient au pouvoir en 1994, le camp du Front Patriotique Rwandais et le camp des pays occidentaux qui étaient impliqués dans le conflit rwandais à l'époque des faits.

Pour cela, dans l'attente des conclusions de la Justice et compte tenu des seuls éléments à notre disposition aujourd'hui à travers les médias, mon point de vue personnel est que les Hutu « extrémistes » proches du feu président J. Habyarimana et les Tutsi « extrémistes » proches du président rwandais actuel P. Kagame ne disposaient ni des moyens logistiques ni des moyens diplomatiques de dissuasion pour se permettre d'assassiner deux présidents dans un même attentat ! De plus, la seule présence des militaires français dans le même avion qui fut abattu le 06 avril 1994 à Kigali constituait un élément dissuasif et un obstacle quasi-infranchissable pour les Hutu comme pour les Tutsi.

Certes, les deux camps - celui des Hutu et celui des Tutsi - auraient pu se préparer à une éventuelle fin tragique

de la situation politique au Rwanda à l'époque. Cependant, même le Rwandais lambda et les étrangers qui vivaient au Rwanda craignaient la survenue d'une possible « fin de règne » sanglante : depuis la fin du 19^{ème} siècle, le même phénomène de violences collectives se reproduit dans les mêmes circonstances ! (...) » [pp. 104 – 107].

1 Cf. SEBUNUMA D., *Rwanda : Crimes d'honneur et influences régionales*, Issy-les-Moulineaux, Éditions Umusozo, 2012.

2 WILLAME J.-C., *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, Paris, L'Harmattan, Les Cahiers du CEDAF, n° 14, 1995, p. 63.

3 *Ibid.*, pp. 65 - 66.

4 *Ibid.*, p. 67.

5 REYNTJENS F., article « Rencontres burundaises : « Inyenzi » du Rwanda et rebelles du Kivu », in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, *Les rébellions dans l'Est du Zaïre (1964 - 1967)*, Les Cahiers du CEDAF, n° 7 - 8, 1986, p. 131, cité in WILLAME J.-C., *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, *op. cit.*, p. 70.

6 WILLAME J.-C., *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, *op. cit.*, *ibid.*

7 *Ibid.*, p. 83.

8 *Ibid.*, p. 85.

9 *Ibid.*, p. 86.

10 DEBRE B., *Le retour du Mwami*, Paris, Ramsay, 1998, pp. 90.

11 SEBUNUMA D., thèse « *La compulsion de répétition dans les violences collectives* », Université Paris Diderot-Paris7, 2011, publiée par ANRT (Atelier National de Reproduction des Thèses), *op. cit.* Voir aussi « *Rwanda : crise identitaire et violence collective* », *op. cit.*